

Québec 1945-2000. Tome II. Les Intellectuels et le temps de Duplessis, Léon Dion, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1993, 452 p.

Michael D. Behiels

Number 26, Fall 1994

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/040357ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/040357ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1189-9565 (print)

1918-6592 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Behiels, M. D. (1994). Review of [*Québec 1945-2000. Tome II. Les Intellectuels et le temps de Duplessis*, Léon Dion, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1993, 452 p.] *Revue québécoise de science politique*, (26), 183–187.
<https://doi.org/10.7202/040357ar>

RECENSIONS

Québec 1945-2000. Tome II. Les Intellectuels et le temps de Duplessis.

Léon Dion, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1993, 452 pages.

Je dois d'abord me situer. Je suis l'auteur de *Prelude to Québec's Quiet Revolution. Liberalism versus Neoliberalism, 1945-1960* (McGill-Queen's, 1985) dans lequel j'analyse les mêmes forces idéologiques abordées par le professeur Dion dans son livre. Lors de mon entrevue avec le professeur Dion pour mes propres recherches sur la période, il fut très clair que lui et moi ne partagions pas la même interprétation de cette période très intéressante et annonciatrice des bouleversements à venir. Mais comme à son habitude, il a accueilli avec une grande sympathie le jeune historien du Québec contemporain que j'étais et il m'a beaucoup encouragé à poursuivre mon projet jusqu'au bout. Je lui en suis très reconnaissant.

Ceci étant dit, je dois toutefois admettre que ce livre m'est apparu comme un curieux mélange de mémoires partielles, de théories réchauffées et d'histoire recyclée. Sa lecture m'a laissé sur ma faim et un peu frustré. J'aurais préféré que Dion fasse un plus grand usage de sa correspondance volumineuse et nous livre des réflexions plus personnelles à partir de son expérience d'intellectuel engagé. Il y a trop de place consacrée à des discussions théoriques, et l'auteur tente, parfois avec énormément d'effort, de justifier ses positions prises autrefois en vue de régler des comptes avec ses adversaires ou de réintégrer dans son clan des gens comme le père Georges-Henri Lévesque qu'il avait critiqué sévèrement dans le passé. Rappelons que Dion ne s'est

jamais retiré du débat public après sa retraite, ce qui fausse très nettement sa vision du passé. Il se sert de ses mémoires comme prétexte pour offrir à ses lecteurs une interprétation révisionniste des années d'après-guerre, interprétation qui est fort influencée et même déformée par son agenda politique personnel ainsi que par le climat néo-conservateur des années quatre-vingt-dix.

Dans ce deuxième volet d'une série de cinq tomes sur l'évolution des idéologies et les intellectuels francophones du Québec depuis 1945, Dion s'est fixé trois buts. Suivant la piste établie par d'autres, tel que l'historien Richard Jones à Laval, il essaie d'abord de réhabiliter partiellement la carrière politique et la gouverne de Maurice Duplessis en détruisant la perception que l'on a généralement de cette période comme étant celle de la «grande noirceur». Aujourd'hui, bien plus sympathique envers le nationalisme qu'il ne l'était durant les années cinquante, Dion fait de Duplessis le sauveur de l'autonomie provinciale. De même, il l'encense pour avoir été le premier leader québécois à soumettre l'Église catholique à son contrôle. Influencé par son expérience personnelle — le directeur des Presses de l'Université Laval, Mgr Robert Dolbec, avait bloqué la publication de son doctorat — Dion reste convaincu que «le pouvoir clérical était plus répressif que Duplessis lui-même qui empruntait ses valeurs à l'Église» (p. 131).

Comme plusieurs de ses collègues, Dion a tendance à exagérer le pouvoir de l'Église à la fin des années cinquante : la facilité avec laquelle le gouvernement de Jean Lesage parvient à réduire énormément le rôle de cette grande et historique institution pendant la première phase de la révolution tranquille en témoigne. En bout de piste, n'est-ce pas à Duplessis que l'on doit d'avoir maintenu intacte la «superstructure» de l'ancien régime jusqu'aux années soixante ? Ce sont bien lui et son gouvernement qui ont systématiquement bloqué la modernisation des institutions publiques et para-publiques pendant deux décennies. De même, c'est à l'action particulière du régime Duplessis qu'il faut imputer l'explosion politique des années soixante et soixante-dix, une explosion caractérisée par le rejet complet des «valeurs incontestables de la tradition» (p. 136-137).

Fortement influencé par le contexte néo-conservateur en vogue depuis la crise économique de 1981, Dion cherche en deuxième lieu à revaloriser les membres de l'école des «transitionalistes» ou conservateurs modernisants, tels que Esdras Minville et François-Albert Angers, qui, selon son interprétation, prêchaient une modernisation organique de la société québécoise qui aurait pu prévenir une brisure malsaine avec son riche passé et ses valeurs fondamentales.

Malheureusement, l'auteur ne fait pas une analyse assez détaillée de cette école pour démontrer la véracité de sa thèse, une thèse qui, autrement, pourrait très bien contribuer à la formulation d'une compréhension renouvelée de cette période. C'est là la partie la plus faible de l'étude. Peut-être Dion y reviendra-t-il dans un prochain tome étant donné que le nationalisme traditionnel semble revenir en vogue depuis quelque temps au Québec.

Enfin, le troisième but que poursuit Dion est de se libérer lui-même et ses collègues néo-nationalistes et fédéralistes de la hantise de l'école de *Cité libre*, en particulier de ses deux éminents protagonistes Pierre Elliott Trudeau et Gérard Pelletier. Reprenant la critique de Laurendeau, Dion croit que Trudeau a honte d'avoir des ancêtres canadiens français. Pour lui, «Trudeau est l'intellectuel le plus fascinant et le plus décevant des années cinquante» (p. 195). Il croit que la gloire dont on a auréolé Trudeau n'est pas méritée parce que celui-ci n'a jamais voulu accepter que «le Québec ne soit pas et ne sera pas une province comme les autres mais une société globale au sens sociologique du terme et un peuple sur le plan politique». En refusant d'accepter cette réalité, Trudeau s'est condamné à être «le maître fossoyeur du pays qu'il aurait mal aimé» (p. 200).

Toute l'analyse que fait Dion des *Cité libristes* et de leur idéologie est déformée par son hostilité féroce envers Trudeau. Ainsi, il refuse par exemple de comprendre qu'il y avait déjà, au milieu des années cinquante, un fossé idéologique entre les *Cité libristes* et l'école des néo-nationalistes autour de l'*Action nationale* et du *Devoir*. Il y avait alors une sorte de conspiration du silence qui les amenait à taire leurs différences fondamentales aussi longtemps que leur ennemi commun, Duplessis, restait au pouvoir. Il était

pourtant très clair que leur projet de société respectif opposait les uns aux autres en termes idéologiques. Trudeau et ses confrères rêvaient d'une société québécoise moderne basée sur la primauté de la personne et dans laquelle l'État serait au service de tous les citoyens sans distinctions. Les néo-nationalistes voulaient plutôt d'une société québécoise fondée sur la primauté de la collectivité francophone et dans laquelle un État ethnique, fort et moderne aurait la mission primordiale de défendre et de promouvoir les intérêts de cette majorité francophone. Comment expliquer autrement que par ce fossé idéologique, les tensions qui en sont venues à dominer le débat politique durant la première étape de la révolution tranquille ? Le régime Lesage a choisi, dès le début, le projet de société des néo-nationalistes et les jeux étaient faits.

Pourquoi Dion en arrive-t-il à cette interprétation déformée ? C'est parce que Trudeau est devenu premier ministre du Canada, en grande partie, pour combattre, avec beaucoup de succès, l'agenda politique et constitutionnel des gouvernements et de l'intelligentsia néo-nationalistes et séparatistes du Québec. Le professeur Dion quant à lui est devenu, depuis le débat autour du référendum de 1980 et de la Constitution de 1982, la vedette d'une fraction de cette intelligentsia québécoise. Il fait figure de gourou par excellence de ce que Jeffrey Simpson a appelé «*the twilight zone of Canadian Federalism*», cette zone idéologique grise entre la sécession et le fédéralisme. Dion est arrivé à cette position parce qu'il s'était toujours senti incapable de se joindre à l'équipe fédéraliste/néo-libérale de *Cité libre* durant la période de 1952 à 1966 ou à l'équipe indépendantiste/marxiste de *Parti Pris* des années soixante et soixante-dix. Il avait plutôt adopté comme mission personnelle, mission renforcée par sa participation à la Commission d'enquête sur le Bilinguisme et le Biculturalisme sous la co-présidence de son mentor, André Laurendeau, de convaincre toute une génération de politiciens et d'intellectuels québécois de faire campagne pour ce que Yvon Deschamps caractérisait cyniquement comme «un Québec indépendant dans un Canada fort et uni». Lorsque l'accord constitutionnel du lac Meech, un projet que Dion avait sévèrement critiqué, a échoué en juin 1990, c'est lui qui a dit

tout haut à la Commission Bélanger-Campeau que c'était le moment opportun pour le Québec de mettre «le couperet à la gorge du Canada anglais», pour le forcer à négocier d'égal à égal avec le Québec un nouvel arrangement constitutionnel. Le gouvernement Bourassa adopta la stratégie de Dion, mais décida à la dernière minute de participer au processus de l'entente de Charlottetown qui fut battue en brèche au référendum d'octobre 1992.

Dans la mesure où l'on garde bien en vue la perspective particulière et les positions de l'auteur, on peut malgré tout apprendre beaucoup de cet ouvrage de Léon Dion. Le moins qu'on puisse espérer pour les prochains tomes cependant, c'est que l'auteur nous offre plus de mémoires, moins de théories, et une explication du passé tel que vécu et non pas comme l'auteur aurait voulu le voir se dérouler.

Michael D. Behiels
Université d'Ottawa